

JOB Après avoir occupé la gare Matabiau, avant la décision du tribunal de commerce ce matin, les salariés ont été reçus hier soir à la préfecture

Liquidation : la course désespérée contre la montre



Les salariés de JOB ont occupé dès 13 heures, hier, les voies de la gare Matabiau. Le trafic ferroviaire a été paralysé ou perturbé pendant deux heures. Photo DDM - Frédéric CHARMEUX

« Nous n'avons eu aucune garantie sur la prise en charge financière du chômage technique par le gouvernement », a annoncé hier soir, désabusé, Philippe Moitry, secrétaire du comité d'entreprise de JOB. Cette réunion à la préfecture avait pourtant été arrachée haut la main, après deux heures après d'occupation des voies de la gare Matabiau, hier en début d'après-midi. Le temps presse pour ces 168 hommes et femmes qui remuent ciel et terre depuis six mois, dans un tourbillon de milliers de papiers blancs essaimés aux quatre coins de la ville. Nerf de la bataille, leur emploi, leur savoir-faire, au sein d'une entreprise renommée, spécialiste du papier couché haut de gamme, et reconnue viable.

Date décisive que celle de ce 17 janvier : aujourd'hui, le tribunal de commerce se prononce sur la liquidation de l'usine JOB. Faute de financement, la production a été arrêtée le 15 janvier. Le redresseur judiciaire ne peut plus assurer. La

solution était que l'Etat prenne le relais, qu'on nous maintienne en vie jusqu'à ce qu'on trouve un repreneur. Autant dire que si JOB est liquidé, on n'en trouvera pas et qu'on crevera », prophétise somberement Philippe Moitry.

Cette réunion de travail n'aura pas été totalement infructueuse : « On est ressorti avec l'assurance que l'Etat était entré en contact avec Scheufelen pour lui demander de prolonger le financement de l'entreprise jusqu'à ce que le cabinet d'expertise ait fini son boulot. Mais connaissant le PDG de Scheufelen, on n'est pas très optimiste... Enfin, on va voir... », lâche Philippe Moitry. Lui, comme ses collègues, seront dès ce matin, 9 heures, mobilisés devant le palais de justice.

Myriam LAFFONT

(1) Ces manifestations sont aussi de soutien, comme celles de Jacques Mirassou, conseiller général PS et de François Simon, conseiller municipal PS et tête de liste de la Gauche plurielle, engagés contre la liquidation judiciaire d'un site toulousain reconnu économiquement viable.

LA DEPECHE DU MIDI

TOULOUSE / Un sursis pour Job. Les salariés de l'usine de fabrication de papier toulousain Job ont obtenu, hier, la prolongation du redressement judiciaire de trois mois jusqu'au 5 avril 2001 par le tribunal de commerce de Toulouse, et un audit finlandais indépendant a conclu à une viabilité possible de l'usine. Si le redressement judiciaire court jusqu'au 5 avril 2001, l'avenir à court terme pourrait cependant redevenir dramatique le 15 janvier. C'est en effet la date d'expiration de l'accord conclu entre Scheufelen et les syndicats, aux termes duquel le propriétaire continuait de payer les factures et de fournir les matières premières à l'usine pendant trois mois à partir du 15 octobre.

Petits papiers

Comme à chacune de leurs manifestations, les salariés de Job ont jeté des milliers de petits papiers, hier, dans le centre de Toulouse. Le vent a amplifié leurs semailles.

Devant l'amoncellement de ces tas de gros confetti, dans plusieurs rues, des milliers de badauds ont été intrigués. Non, non, ce n'était pas des décorations de Noël, censées représenter la neige...

En tout cas, si chacun peut comprendre la colère et l'inquiétude des salariés de chez Job, ils ne seront sans doute pas dans les « petits papiers » du service de nettoyage de la ville.